

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article1379>

# **Ecoutes téléphoniques : des sanctions évoquées**

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : lundi 16 janvier 2006

---

**Spyworld Actu**

---

### **Aux Etats-Unis, le débat autour de l'affaire des écoutes secrètes commandées par Bush monte d'un cran. Un sénateur évoque un possible "impeachment".**

Un sénateur républicain de premier plan a pour la première fois évoqué dimanche la possibilité d'un "impeachment" du président George W. Bush qui a autorisé un programme d'écoutes secrètes sans mandat de justice. Arlen Specter, président de la commission des affaires judiciaires du Sénat, a toutefois estimé qu'il était prématuré de tirer des conclusions. Au cours de l'émission "This week" diffusée par la chaîne de télévision ABC, le sénateur a souligné que le Sénat n'était pas en train de donner au président un "chèque en blanc". Interrogé sur une éventuelle solution si le Congrès déclare que George W. Bush a violé la loi, M. Specter a répondu : "L'impeachment est un remède. L'impeachment peut être suivi d'un procès, mais le principal remède dans notre société est de payer un prix politique". Le parlementaire a précisé qu'il parlait en théorie et qu'il n'était "absolument pas en train de suggérer qu'il y avait matière" pour un impeachment présidentiel actuellement.

### **Controverse sur des écoutes téléphoniques**

La controverse a surgi le mois dernier lorsque le New York Times avait révélé que des centaines, voire des milliers de personnes, avaient été espionnées par la très secrète NSA (Agence pour la sécurité nationale), sans solliciter au préalable un mandat de justice. Le président américain avait ensuite reconnu avoir autorisé la NSA à espionner sans mandat des conversations téléphoniques et électroniques entre les Etats-Unis et l'étranger, dans le cadre de la lutte antiterroriste, et affirmé que ces écoutes étaient parfaitement légales. La révélation de ces écoutes a provoqué une émotion considérable au Congrès et de nombreux élus et observateurs ont mis en doute la légalité de ces pratiques d'espionnage, conduites à l'intérieur même des Etats-Unis, sans qu'un mandat de justice régulier ait été émis.

*Post-scriptum :*

<http://permanent.nouvelobs.com/etra...>